

W8474-24IC11

- Q12.** La Couronne pourrait-elle accepter d'accorder un délai supplémentaire de deux semaines pour la réponse à cet appel d'offres, étant donné que de nombreux appels d'offres importants sont attendus à la même date, ce qui peut limiter le nombre de réponses ?
- R12.** En raison des nombreuses demandes, le MDN prolongera la date de clôture de l'appel d'offre jusqu'au lundi 13 mai à 14h00.
- Q13.** Nous aimerions savoir si nous devons répondre à tous les rôles de cet appel d'offres.
- A13.** Voir la réponse à la Q2.
- Q14.** L'État est-il disposé à attribuer plusieurs contrats en réponse à cet appel d'offres ? Notre entreprise est qualifiée pour soumissionner dans 3 des 4 catégories, mais pas dans la catégorie P.2, et nous aimerions être invités.
- A14.** Un seul contrat sera attribué dans le cadre de cet appel d'offres, à un fournisseur qui peut offrir des ressources dans toutes les catégories décrites à l'ANNEXE A : Énoncé des travaux.
- Q15.** Faites référence à l'appel d'offres en question, dans les critères d'évaluation commençant à la page 61 de 91 pour la grille obligatoire 2 : A.1 ARCHITECTE D'APPLICATION / DE LOGICIEL "Senior Digital Solution Architect" (Niveau 3) :
M4 fait référence à des "projets de GI/TI au cours des quinze (10) dernières années"
La Couronne pourrait-elle préciser s'il faut lire dix (10) ou quinze (15) ans ?
- A15.** Une version actualisée de l'appel d'offres a été envoyée aux fournisseurs qualifiés. L'exigence correcte pour M4 est "**au cours des dix (10) dernières années**".
- Q16.** À l'exception de la catégorie P.2 Architecte d'entreprise, toutes les catégories comportent une exigence obligatoire (M1) concernant les titres universitaires. Le fait de limiter les universités ou collèges acceptables à ceux situés au Canada représente un défi important pour les soumissionnaires qui doivent proposer quatre ressources et empêche des candidats autrement qualifiés et possédant une expérience pertinente d'être pris en considération.
Afin d'appuyer les mandats d'inclusion et d'égalité des chances du gouvernement fédéral en matière d'approvisionnement, l'État accepterait-il également comme justification pour M1 un grade ou un diplôme d'un établissement situé à l'extérieur du Canada, **ET/OU** une combinaison d'expérience de travail démontrée pertinente pour la catégorie et une certification pertinente en GI/TI, **ET/OU** 15 ans d'expérience au cours des 20 dernières années pour les ressources de niveau 3 et 5 ans d'expérience au cours des 10 dernières années **ET** une certification professionnelle pertinente en GI/TI pour les ressources de niveau 2 ?
- A16.** M1 de chaque catégorie (à l'exception de P.2 Architecte d'entreprise) comporte les éléments suivants : "d'une université reconnue" et "d'un collège reconnu". Il n'y a pas de distinction entre un établissement canadien et un établissement non canadien. Conformément à la section 3.2 (vi) (B) de l'appel d'offres : "Si le diplôme, le titre ou la certification a été délivré par un établissement d'enseignement situé à l'extérieur du Canada, le soumissionnaire est tenu de fournir une copie des résultats de l'évaluation des titres universitaires et du service de reconnaissance des qualifications délivrés par une agence ou un organisme reconnu par le Centre canadien d'information sur les technologies de l'information.
- Q17.** En raison de la complexité de la préparation d'une réponse à cet appel d'offres et du grand nombre d'offres en cours, nous aimerions demander une prolongation d'une semaine de la date de clôture de l'appel d'offres afin de garantir que les fournisseurs puissent soumettre des réponses de haute qualité qui offrent la meilleure valeur à l'État.

A17. Voir la réponse à la Q12.

Q18. L'État peut-il confirmer s'il y a déjà eu un titulaire pour ce projet ? Si oui, depuis combien de temps et quelle est la valeur du contrat ?

A18. Voir la réponse à Q1.

